



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/45/1034 ✓
S/22770
9 juillet 1991
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Quarante-cinquième session
Point 43 de l'ordre du jour
QUESTION DE CHYPRE

CONSEIL DE SECURITE
Quarante-sixième année

Lettre datée du 8 juillet 1991, adressée au Secrétaire général
par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente
de la Turquie auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une lettre datée du 8 juillet 1991 qui vous est adressée par S. E. Osman Ertug, représentant de la République turque de Chypre-Nord (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 43 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent adjoint,

Chargé d'affaires par intérim

(Signé) Osman KORUTURK

ANNEXE

Lettre datée du 8 juillet 1991, adressée au Secrétaire
général par M. Osman Ertug

J'ai l'honneur de me référer à la déclaration que M. Andreas Mavrommatis, le représentant chypriote grec auprès de l'Organisation des Nations Unies, a faite au cours de la réunion que le Conseil de sécurité a tenue le 14 juin 1991. Lors de cette réunion, M. Mavrommatis a déclaré, au sujet de l'égalité des communautés chypriotes turque et grecque, que "l'égalité se trouve dans le processus de négociation, du moins en ce qui concerne les pourparlers intercommunautaires, parce qu'il est incontestable qu'on ne peut réduire un pays quel qu'il soit à une seule de ses communautés".

Je tiens à rappeler que le problème de l'égalité politique des deux communautés a été à l'origine de la situation qui s'est instaurée en 1960. Le principe de l'égalité demeure l'élément essentiel d'une future solution fédérale. En outre, l'égalité des deux parties est le principe de base du processus de négociation et de la mission de bons offices dont vous-même, Monsieur le Secrétaire général, avez été chargé. C'est ce que vous confirmez dans le rapport que vous avez présenté au Conseil de sécurité le 8 mars 1990 en déclarant que "l'égalité politique des deux communautés dans la fédération et le caractère bicommunautaire de celle-ci doivent être reconnus".

La résolution 649 (1990) du Conseil de sécurité, qui a été adoptée ultérieurement, a rappelé l'égalité des deux parties.

Les rapports que vous avez présentés par la suite au Conseil de sécurité sur votre mission de bons offices ont confirmé la nécessité de respecter ce principe, tant dans le processus de négociation en cours que dans l'élaboration d'une solution au problème. Récemment, dans votre rapport du 27 mars 1991, vous avez déclaré ce qui suit :

"Ma mission de bons offices à Chypre concerne les deux communautés car elles participent sur un pied d'égalité à l'élaboration d'une solution à la question de Chypre et les éléments de cette solution doivent recueillir l'assentiment des deux communautés. Chypre est la patrie commune des communautés chypriote turque et chypriote grecque dont les relations ne sont pas celles d'une majorité et d'une minorité mais de deux communautés chypriotes. La solution au problème chypriote consiste à créer un seul Etat composé de deux communautés politiquement égales."

La déclaration de M. Mavrommatis n'étant que la dernière d'une série de déclarations analogues faites par les dirigeants et les responsables chypriotes grecs au sujet de l'égalité politique, il faut croire qu'elle exprime la position de l'administration chypriote grecque sur cette question absolument essentielle. Le rejet, par la partie chypriote grecque, du principe de l'égalité n'est rien de moins qu'une remise en cause totale et directe tant de la nature même de la relation qui s'est instaurée depuis longtemps entre les deux parties - et qui fait l'objet d'une acceptation

universelle - que des efforts qui sont déployés actuellement pour parvenir à un règlement négocié conforme à la résolution 649 (1990) du Conseil de sécurité. Ce rejet confirme les pires craintes de mon gouvernement, à savoir que les Chypriotes grecs ne cherchent pas véritablement à s'associer aux Chypriotes turcs au niveau politique mais tentent seulement de leur imposer le joug de leur administration. Il représente par ailleurs une violation de l'intégralité de la résolution 649 (1990) du Conseil de sécurité.

Si la partie chypriote grecque ne dément pas les déclarations susmentionnées en confirmant clairement son adhésion au principe de l'égalité politique des deux parties, le recul fondamental que lesdites déclarations représentent aura une influence néfaste, globale et durable sur le résultat des démarches et des efforts très importants qu'il est dans votre intention, Monsieur le Secrétaire général, de faire prochainement.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 43 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le représentant de la République
turque de Chypre-Nord

(Signé) Osman ERTUG
